

La formation obligatoire jusqu'à 18 ans, ce que les jeunes en disent...

En juin 2014, Stéphanie Adler et Elodie Richle, deux travailleuses sociales en éducation sociale, ont signé conjointement un travail de bachelor (HETS) sur le thème « Déchoche pas ! Comment comprendre le « décrochage » comme un processus dynamique interactif, un enjeu de société majeur et une source de souffrance ». Sur cette thématique, une collaboration s'est instaurée et un mandat d'étude a été élaboré en lien avec l'objectif « formation obligatoire jusqu'à 18 ans ». Elodie et Stéphanie transmettent ici un aperçu de leurs premières investigations.

L'opinion des jeunes

Il y a quelques années de cela, les genevois votaient OUI à une nouvelle Constitution cantonale. Les modifications apportées à cette dernière étaient bien accueillies par la population, mais toutes n'avaient pas été mises en avant de la même manière. L'article 194 sur la formation obligatoire, qui ne semblait être qu'un petit changement, mobilise et interroge aujourd'hui différents acteurs sociaux.

Constitution de la République et canton de Genève (Cst-GE)

Art. 194 Formation obligatoire

« 1 La formation est obligatoire jusqu'à l'âge de la majorité au moins. »

« 2 Après la scolarité obligatoire, elle peut avoir lieu sous forme d'enseignement ou en milieu professionnel. »

L'association **Accroche**, très active à Genève autour des questions concernant l'insertion des jeunes, a très vite pressenti les enjeux liés à cette loi. Elle a décidé de former un groupe de travail, pour réfléchir à la mise en application de cet article dans les institutions sociales.

En parallèle, Accroche a souhaité examiner de quelle manière l'avis des jeunes s'exprimait et/ou était pris en considération sur cette question. L'association a décidé de nous mandater pour aller sur le terrain sonder l'opinion de ces jeunes.

Nous avons décidé d'explorer l'avis des jeunes au travers de trois entretiens collectifs effectués au sein d'un groupe.

Cette méthode nous a permis de rendre compte d'un processus de réflexion, dans un cadre ludique qui favorise les échanges et la prise de parole.

Pour constituer le groupe, nous avons différents critères. Le premier était l'envie de participer ; nous voulions que les jeunes présents aient choisi librement de venir aux entretiens. Ensuite, nous voulions que leurs parcours de formations soient divers et non-linéaires et, pour terminer, il était important que le groupe constitué se connaisse préalablement, afin de favoriser une meilleure dynamique.

Nous avons donc collaboré avec le **Semo Oseo**, qui est un dispositif d'insertion du chômage permettant à des jeunes libérés de la scolarité obligatoire de renforcer leurs acquis et de participer à des ateliers pratiques pour les préparer à la vie active, tout en les aidant à rechercher des places de formation.

Dans le vif du sujet

Dès le premier entretien, nous avons d'emblée fait une constatation : Les jeunes ont envie de s'exprimer ; ils ont très vite pris part aux discussions et se sont rapidement positionnés dans le débat.

« Ben moi, je trouve que c'est parce qu'aujourd'hui c'est compliqué de trouver un apprentissage, c'est la merde pour trouver n'importe quoi, du coup ils poussent le barème, ils mettent jusqu'à 18 ans. »

Nous avons remarqué que les jeunes profitaient pleinement de l'espace de discussion mis à leur disposition. Nous avons prêté une attention particulière à l'accueil, à la diversité des activités proposées et à la disposition de l'espace, car une de nos hypothèses postulait que les jeunes avaient besoin d'un cadre pour s'exprimer.

En fait, nous avons constaté que les jeunes ont pu utiliser ces entretiens pour donner leurs avis, mais nous avons aussi remarqué qu'ils étaient très peu au courant du contexte politique et du système de formation actuel.

« C'est la formation ou la scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans ? »

Au niveau politique et légal, ils ont du mal à se représenter le système fédéraliste et ils ne sont pas en mesure de profiter de leurs droits civiques en votant, malgré leur majorité. Ils ont le sentiment que le monde politique est inaccessible et réservé à une élite.

En ce qui concerne le système de formation, ils ont du mal à se repérer et à se situer dans le vaste réseau existant.

« Qu'est ce qu'il y a comme formation professionnelle ? Ben je ne sais pas... »

Ils ont du mal à savoir quelles sont leurs possibilités en terme d'accès à la formation et ils ont une vision très partielle du paysage du secondaire 2 et des différentes mesures d'insertion.

Au travers des trois entretiens, nous leurs avons transmis des informations leur permettant de mieux comprendre le système, de développer leur culture générale et ainsi de pouvoir au fil des séances étayer leur positionnement par rapport à la formation.

Nous avons remarqué qu'ils étaient capables d'argumenter, de réfléchir au pourquoi et de se positionner en intégrant les différents avis avec aisance.

« Je pense qu'ils devraient construire des centres, des maisons, à la place de construire des OFPC bidon, ça sert à rien l'OFPC il y a des vieux ordis, des vieux conseillers, puis au final on a toujours rien (...). Parce qu'au final, les jeunes qui ne sont pas en formation, ils sont au quartier, ils traînent, après comme à dit xxx, cela amène à la délinquance. »

Nous leur avons donné la possibilité de donner leurs opinions à différentes étapes du processus, nous avons de ce fait constaté une réelle évolution dans leur manière de se positionner ; lors du dernier entretien, ils étaient capables de donner un avis clair, tout en modérant leurs propos.

Par contre, il a été plus difficile pour eux d'aborder la mise en application de la loi. En effet, la question devenant plus concrète, ils ont eu du mal à se projeter.

Ils ont tout de même évoqué des propositions qui leur semblaient pertinentes au vu de leur réalité. Une des solutions qui revenaient le plus est la centralisation des mesures.

« Est-ce que ce serait possible que par exemple genre tout ce tableau-là, au lieu que ça soit tout un bordel comme ça, on construise un seul et énorme truc et que tous les jeunes de Genève aillent là-bas et qu'ils ne soient pas lâchés. »

Ce besoin de centralisation reflétait aussi une certaine recherche de cadre qui soit plus contenant et qui tiendrait jusqu'à l'obtention d'une certification.

« Moi je suis OK, pour un système qui ne lâcherait pas les jeunes tant qu'ils n'ont pas eu un papier et qu'ils n'ont pas fait ce qu'ils voudraient, genre je ne sais pas, même après 18 ans, je veux dire un truc où tout

les jeunes sont obligés d'y être, je ne sais pas, genre comme le Semo mais en plus grand, et ça serait vraiment quelque chose où même si par exemple moi je trouve un apprentissage, qu'ils ne me lâchent pas. »

Une des réalités qui est souvent ressortie est la difficulté de trouver une place de formation qualifiante. Ils ont alors beaucoup évoqué la nécessité de faire des formations plus accessibles, qui permettraient d'intégrer plus de jeunes et de les former à un métier.

« Ce qu'il faudrait c'est un centre pour les jeunes qui savent ce qu'ils veulent faire, qu'ils aillent dans une sorte de centre ou quelque chose où il y a un mec qui a le droit de former des jeunes, de leur apprendre un métier. »

Nous avons remarqué qu'un des éléments qui amenait les jeunes à avoir des difficultés à se prononcer sur des solutions concrètes relevait d'une certaine ambivalence dans leur position, cette dernière oscillant entre victimisation et responsabilisation. Plusieurs jeunes ont évoqué à des moments différents leur sentiment d'injustice face à une société qui ne leur donne pas une place, et à d'autres moments leur responsabilité de ne pas saisir les opportunités qui leur sont offertes.

« Genre je ne sais pas, le mec il est intelligent mais il n'a pas les notes, ils font quoi ? Après le mec il va au SCAI et au SCAI, ils le rabaissent après il fait quoi, il devient un clodo ou il vend du shit. »

« On est trop relâché, on est trop gentil avec nous, nous il faut nous fouetter, parce que dans d'autres pays, il y a des gens qui réussissent et qui tiennent leurs culs au taf, nous on est là on fait encore des chichis alors qu'il y a une, deux trois, quatre, cinq, six, sept endroits pour s'en sortir, on a le chômage, l'Hospice, l'Etat qui te donne de l'argent à toi, à

ta mère, à ton frère, si tu n'as pas d'argent.. »

Conclusion

Les jeunes ont su profiter pleinement de l'espace offert et ont été reconnaissants pour les moyens mis en place afin de les inclure dans cette réflexion qui les concerne, mais dans laquelle ils n'ont pas été intégrés jusqu'à présent.

« Je trouve que l'on a beaucoup de chance d'avoir ce genre de moment. Parce qu'il y a des pays où... et là on appelle des gens pour expliquer aux jeunes ce qu'il se passe, je pense que c'est bien. Ça donne plus envie de s'intégrer dans la société. »

Il serait intéressant de pouvoir poursuivre ce projet avec d'autres groupes de jeunes afin de mettre en avant ce qui apparaît comme des idées communes à cette génération et ce qui relèverait spécialement de l'expérience que ces jeunes ont au travers du Semo.

Stéphanie ADLER
Elodie RICHLE
Juillet 2015